

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Par décret du 19 juillet 1934, rendu sur la proposition du ministre des colonies,

M. BOURGINE (LÉON), Gouverneur des Colonies, Commissaire de la République au Togo, a été nommé Lieutenant Gouverneur du Dahomey.

M. DE MASSON DE SAINT-FELIX (CHARLES-MAX), Gouverneur des Colonies, Secrétaire Général de l'Afrique équatoriale française, a été nommé Commissaire de la République au Togo.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Loi du 30 juin 1934, portant approbation de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 signé à Berlin le 28 décembre 1932. (Arrêté de promulgation du 22 août 1934). 462.

Loi du 18 juillet 1934, tendant à l'approbation de la convention de commerce conclue avec la Suisse le 29 mars 1934. (Arrêté de promulgation du 22 août 1934). 463

Décret du 9 juin 1934, et arrêté interministériel modifiant le décret du 6 août 1921 relatif à l'organisation générale et au recrutement du personnel dans les trésoreries coloniales. (Arrêté de promulgation du 21 août 1934). 463

Décret du 20 juin 1934, portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1934). (Arrêté de promulgation du 10 août 1934). 464

Décret du 26 juin 1934, modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial. (Arrêté de promulgation du 13 août 1934). 465

Décret du 27 juin 1934, étendant au Togo les dispositions du décret du 5 janvier 1934 modifiant la compétence des juridictions françaises en Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation du 20 août 1934). 465

Décret du 30 juin 1934, complétant le décret du 4 avril 1934 sur les règles de cumul en matière de traitement. (Arrêté de promulgation du 13 août 1934). 466

Décret du 2 juillet 1934, complétant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial. (Arrêté de promulgation du 13 août 1934). 467

Décret du 15 juillet 1934, relatif aux conséquences de la suppression de l'Agence générale des colonies. (Arrêté de promulgation du 21 août 1934). 468

Décret du 17 juillet 1934, approuvant l'arrêté N° 173 pris en conseil d'administration le 28 mars 1934 par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933). (Arrêté de promulgation du 21 août 1934). 468

Décret du 17 juillet 1934 , approuvant l'arrêté N° 218 pris en conseil d'administration le 21 avril 1934 par le Commissaire de la République au Togo et portant <i>ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1933 et prélèvements sur la caisse de réserve du Territoire. (Arrêté de promulgation du 21 août 1934).</i>	469
Décret du 19 juillet 1934 , réglementant l'attribution de l'indemnité de zone. (Arrêté de promulgation du 21 août 1934).	470
Décret et arrêté du 28 juillet 1934 , relatifs à l'application de l'accord franco-allemand sur les <i>payements commerciaux. (Décret promulgué par arrêté du 28 août 1934).</i>	471
Arrêté ministériel du 17 juillet 1934 , fixant le nombre de <i>places</i> mises à la disposition des <i>élèves</i> brevetés de l'école coloniale en 1934.	474

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 8 août 1934 , fixant l'effectif et la répartition de la <i>garde indigène</i> au premier août 1934.	474
Arrêté du 8 août 1934 , portant règlement sur le régime des <i>déplacements du personnel européen.</i>	474
Arrêté du 11 août 1934 , réglementant l'attribution de <i>rappels d'ancienneté</i> pour <i>services militaires.</i>	475
Arrêté du 12 août 1934 , soumettant à l'observation sanitaire les <i>passagers européens</i> et indigènes provenant de la <i>Gold-Coast.</i>	475
Arrêté du 20 août 1934 , portant modification à l'arrêté N° 668 du 27 octobre 1933 en ce qui concerne la gratuité du <i>transport des élèves du cours complémentaire</i> de Lomé.	476
Arrêté du 22 août 1934 , supprimant à compter du 1 ^{er} août 1934 les <i>indemnités spéciales</i> du Togo et de <i>cherté de vie</i> allouées au personnel européen et au personnel des cadres locaux indigènes.	476
Arrêté du 24 août 1934 , relatif à l'entretien des <i>parcs et jardins administratifs</i> situés dans le périmètre urbain de Lomé.	476
Arrêté du 24 août 1934 , interdisant temporairement la <i>circulation</i> de certains <i>véhicules</i> sur la route de Lomé à Anécho.	477
Actes divers concernant le personnel	477
Contentieux administratif	481
Commissions	481
Examens et concours (enseignement)	482
Produits pharmaceutiques	482
Secours	482
Subvention	482
Domaines	482
Avis aux navigateurs	483
Bulletin météorologique (juillet 1934)	484

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis	486
Annonces	486

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Approbation de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin le 28 décembre 1932

ARRETE N° 458 promulguant au Togo la loi du 30 juin 1934, portant approbation de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin le 28 décembre 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 30 juin 1934, portant approbation de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin le 28 décembre 1932;

Vu la dépêche ministérielle n° 880 du 18 juillet 1934;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulguée dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, la loi du 30 juin 1934, portant approbation de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin le 28 décembre 1932.

Lomé, le 22 août 1934.

BOURGINE.

LOI portant approbation de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin le 28 décembre 1932.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le Président de la République est autorisé à ratifier l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin, le 28 décembre 1932, et mis en application à titre provisoire par le décret du 27 janvier 1933.

Une copie de cet acte et de ses annexes demeurera annexée à la présente loi (1).

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,

Gaston DOUMERGUE.

Le ministre des affaires étrangères,

Louis BARTHOU.

Le ministre des finances,

Germain MARTIN.

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Lucien LAMOUREUX.

Le ministre de l'agriculture,

Henri QUEUILLE.

*Texte de l'avenant au J.O.F. du 23 janvier 1933
page 995.*

Approbation de la convention de commerce conclue avec la Suisse le 29 mars 1934

ARRETE N° 459 promulguant au Togo la loi du 18 juillet 1934, tendant à l'approbation de la convention de commerce conclue avec la Suisse le 29 mars 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 18 juillet 1934, tendant à l'approbation de la convention de commerce conclue avec la Suisse le 29 mars 1934;

Vu la dépêche ministérielle du 23 juillet 1934;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulguée dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, la loi du 18 juillet 1934, tendant à l'approbation de la convention de commerce conclue avec la Suisse le 29 mars 1934.

Lomé, le 22 août 1934.

BOURGINE.

LOI tendant à l'approbation de la convention de commerce conclue avec la Suisse le 29 mars 1934.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

(1) — Le texte de l'avenant paraîtra au journal officiel en même temps que le décret de promulgation.

ARTICLE UNIQUE. — Le Président de la République française est autorisé à ratifier la convention de commerce et ses annexes, conclue entre la France et la Suisse et signée à Berne le 29 mars 1934.

Une copie de cette convention demeurera annexée à la présente loi (1).

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 juillet 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,

Gaston DOUMERGUE.

Le ministre des affaires étrangères,

Louis BARTHOU.

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Lucien LAMOUREUX.

Le ministre de l'agriculture,

Henri QUEUILLE.

Le ministre des finances,

Germain MARTIN.

Texte de la convention conclue au J.O.F. du 31 Mars 1934

Organisation générale et recrutement du personnel des trésoreries coloniales

ARRETE N° 452 promulguant au Togo le décret du 9 juin 1934 modifiant le décret du 6 août 1921 relatif à l'organisation générale et au recrutement du personnel dans les trésoreries coloniales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 9 juin 1934 modifiant le décret du 6 août 1921 relatif à l'organisation générale et au recrutement du personnel dans les trésoreries coloniales;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 juin 1934 modifiant le décret du 6 août 1921 relatif à l'organisation générale et au recrutement du personnel dans les trésoreries coloniales.

Lomé, le 21 août 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales et les textes modificatifs subséquents;

Sur le rapport des ministres des finances et des colonies;

(1) — Le texte de la convention paraîtra au journal officiel en même temps que le décret de promulgation.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le dernier alinéa de l'article 14 du décret du 6 août 1921 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La liste des candidats est arrêtée dans la métropole par le ministre des colonies, dans les colonies par les gouverneurs généraux ou gouverneurs.

« Ne pourront être admis à concourir les candidats dont le dossier complet ne serait pas parvenu aux autorités indiquées au paragraphe précédent, au plus tard deux mois avant la date fixée pour le commencement des épreuves ».

ART. 2. — Les ministres des finances et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

LE MINISTRE DES FINANCES ET LE
MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales et les textes modificatifs subséquents, notamment le décret en date de ce jour;

Vu l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 fixant le programme et les conditions des concours pour le recrutement du personnel des trésoreries coloniales et les textes modificatifs subséquents;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 3 de l'arrêté interministériel du 9 avril 1922 précité est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La liste des candidats admis à concourir est arrêtée dans la métropole par le ministre des colonies, dans les colonies par les gouverneurs généraux ou gouverneurs ».

Fait à Paris, le 9 juin 1934.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1934)

ARRETE N° 436 promulguant au Togo le décret du 20 juin 1934, portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1934).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 20 juin 1934, portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1934);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 juin 1934, portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1934).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 août 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo, pour l'exercice 1934, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 2.759.400 frs.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Solde et accessoires de solde du personnel colonial

ARRETE No 440 promulguant au Togo le décret du 26 juin 1934, modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 26 juin 1934, portant modification au décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 juin 1934 modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 août 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et tous les textes subséquents qui l'ont modifié, notamment les décrets des 11 septembre 1920, 29 mai 1921 et 17 décembre 1921;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les décrets des 29 mai 1921 et 17 décembre 1921 sont abrogés.

ART. 2. — L'article 91 du décret du 2 mars 1910 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 91. — Les fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat relevant du ministère des colonies peuvent bénéficier d'une indemnité dite « de résidence dans Paris » lorsque, appelés pour y être pourvus d'un emploi, ils ne peuvent prétendre à l'« indemnité journalière de séjour », et ne perçoivent, d'autre part, au titre dudit emploi, aucune rétribution supplémentaire de quelque nature que ce soit.

En outre, les fonctionnaires, employés et agents visés ci-dessus ne peuvent bénéficier de l'indemnité de résidence dans Paris que si leur résidence normale, au moment de leur désignation, est fixée hors du département de la Seine.

L'indemnité de résidence dans Paris est allouée à compter du jour où l'intéressé prend son service.

Elle n'est due que pour les journées de présence dans Paris.

L'indemnité de résidence dans Paris est déterminée par le tarif ci-après; le taux en est fixé d'après l'assimilation hiérarchique de l'intéressé telle qu'elle est déterminée par le tableau de classement annexé au règlement sur les déplacements du personnel.

DÉSIGNATION DES EMPLOIS ET DES CATÉGORIES	Montant annuel de l'indemnité
Gouverneurs généraux	2.000
1 ^{re} Catégorie A.	1.800
1 ^{re} Catégorie B.	1.500
2 ^e Catégorie	1.200
3 ^e Catégorie	900
4 ^e Catégorie	750
5 ^e Catégorie	600
6 ^e Catégorie	450

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Extension au Togo des dispositions du décret du 5 janvier 1934 modifiant la compétence des juridictions françaises en Afrique occidentale française

ARRETE No 446 promulguant au Togo le décret du 27 juin 1934, étendant au Togo les dispositions du décret du 5 janvier 1934 modifiant la compétence des juridictions françaises en Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 juin 1934, étendant au Togo les dispositions du décret du 5 janvier 1934 modifiant la compétence des juridictions françaises en Afrique occidentale française;

Vu la dépêche ministérielle n° 6 du 5 juillet 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 27 juin 1934 étendant au Togo les disposi-

tions du décret du 5 janvier 1934 modifiant la compétence des juridictions françaises en Afrique occidentale française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 août 1934.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 27 juin 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 5 janvier 1934 a modifié le décret du 16 novembre 1924 en vue d'attribuer compétence aux juridictions françaises de l'Afrique occidentale française lorsqu'un européen est civilement responsable d'une infraction dont la victime et l'auteur sont des indigènes.

Le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, étant rattaché au ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, il nous a paru désirable d'y étendre ces dispositions en vue de maintenir l'unité de législation dans tout le ressort de la cour d'appel.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Henri CHÉRON.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo confié à la France par le conseil de la Société des nations en exécution de l'article 22 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 16 novembre 1924 portant réorganisation du service de la justice en Afrique occidentale française, rendu applicable au Togo par arrêté du 31 janvier 1925;

Vu le décret du 5 janvier 1934 précisant les règles de compétence des juridictions repressives françaises en Afrique occidentale française;

Sur le rapport du ministre des colonies et garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus applicables au territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, les dispositions du décret du 5 janvier 1934 modifiant en Afrique occidentale française les règles de compétence établies par le décret du 16 novembre 1924 susvisé.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret

qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel du territoire du Togo et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 27 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Henri CHÉRON.

Le décret du 5 janvier 1934 a été inséré :

1^o — au J. O. R. F. du 7 janvier 1934 — page 167;

2^o — au J. O. A. O. F. du 3 février 1934 — page 88.

Règles de cumul en matière de traitement

ARRETE No 441 promulguant au Togo le décret du 30 juin 1934 complétant le décret du 4 avril 1934 sur les règles de cumul en matière de traitement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 juin 1934, complétant le décret du 4 avril 1934 sur les règles de cumul en matière de traitement;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 juin 1934 complétant le décret du 4 avril 1934 sur les règles du cumul en matière de traitement.

Lomé, le 13 août 1934.

BOURGINE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 4 avril 1934 qui a pour objet d'interdire, en principe l'exercice simultané de plusieurs fonctions, s'applique aux fonctionnaires retribués sur les budgets des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat.

Ce texte prévoit une procédure spéciale pour que des dérogations aux règles qu'il pose puissent être valablement prononcées. Il est apparu que, pour tenir compte de la situation particulière dans laquelle sont placées les colonies, il y avait intérêt à soumettre les textes, qui porteront dérogation aux règles du cumul, à l'autorité qui est chargée du contrôle des budgets sur lesquels les fonctionnaires visés par ces textes sont rémunérés.

Ainsi, la réglementation précitée sur cette matière sera mise en harmonie avec les dispositions légales concernant le statut financier des colonies.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation le présent décret destiné à compléter le décret du 4 avril 1934.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le président du conseil,
Gaston DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil et des ministres des finances et des colonies;

Vu l'article 36 de la loi des finances du 28 février 1934 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes mesures d'économie qu'exigera l'équilibre budgétaire;

Vu le décret du 4 avril 1934 sur les règles de cumul en matière de traitements;

Vu la délibération du conseil des ministres en date du 30 juin 1934;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 4 avril 1934, déterminant les règles de cumul en matière de traitements, est complété par les dispositions suivantes :

« En ce qui concerne les fonctionnaires rémunérés par les budgets généraux, locaux, d'emprunts, annexes, communaux ou tous autres des colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat ressortissant du ministère des colonies, les textes seront contre-signés par le ministre des colonies ».

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi du 28 février 1934.

ART. 3. — Le président du conseil, les ministres des finances et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 30 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
Gaston DOUMERGUE.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

(Voir le décret du 4 avril 1934 au J. O. T. 1934 page 421).

Règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial

ARRETE N° 442 promulguant au Togo le décret du 2 juillet 1934 complétant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 juillet 1934, complétant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 juillet 1934 complétant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 août 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial, et tous actes modificatifs subséquents;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 48 du décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial, est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, pour certaines affectations particulièrement graves nécessitant des soins longs et dispendieux (trypanosomiose humaine, lèpre, abcès au foie, blessures graves reçues en service commandé, blessures reçues et maladies contractées pendant la guerre et devant l'ennemi par le personnel mobilisé), ainsi que les états cachectiques consécutifs aux affections exotiques et aux maladies pestilentiennes contractées en service entraînant une invalidité actuelle de 80 p. 100 au moins reconnue après expertise hospitalière, sans que cette expertise puisse préjuger de la décision des commissions de réforme devant lesquelles les intéressés pourraient être éventuellement présentés, les fonctionnaires détachés des cadres métropolitains, déclarés inaptes à reprendre du service en France, pourront obtenir, à titre de convalescence, des prolongations de congé dans les conditions prévues pour les fonctionnaires des cadres coloniaux.

« Les agents ayant bénéficié d'une ou de plusieurs des prolongations visées au paragraphe précédent

n'auront droit à des congés d'expectative de réintégration à solde entière que dans la limite maxima de dix-huit mois, à compter de leur débarquement en France, sauf prolongation à demi-solde pendant six autres mois ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1934.

Fait à Paris, le 2 juillet 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Suppression de l'agence générale des colonies

ARRETE N° 453 promulguant au Togo le décret du 15 juillet 1934 relatif aux conséquences de la suppression de l'agence générale des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 15 juillet 1934 relatif aux conséquences de la suppression de l'agence générale des colonies ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 juillet 1934 relatif aux conséquences de la suppression de l'agence générale des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 août 1934.

BOURGINE.

(Voir le texte du décret du 15 juillet 1934 au J. O. R. F. n° 167 du 18 juillet 1934 page 7294).

Ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933)

ARRETE N° 455 promulguant au Togo le décret du 17 juillet 1934, approuvant l'arrêté n° 173 pris en conseil d'administration, le 28 mars 1934, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 17 juillet 1934, approuvant l'arrêté n° 173 pris en conseil d'administration, le 28 mars 1934, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933) ;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 17 juillet 1934 approuvant l'arrêté n° 173 pris en conseil d'administration, le 28 mars 1934, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933).

Lomé, le 21 août 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925 ;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919 ;

Vu le décret du 22 août 1933 portant approbation du budget local du Togo pour l'exercice 1933 ;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 173 pris en conseil d'administration, le 28 mars 1934, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture au chapitre VIII du budget local, exercice 1933, d'un crédit supplémentaire de 100.000 frs., auquel il sera fait face par l'annulation d'un crédit équivalent au chapitre XV du même budget, même exercice.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 juillet 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

ARRETE N° 173 portant ouverture de crédit supplémentaire au budget local du Togo — exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, spécialement en son article 203 ;

Vu le décret du 22 août 1933 approuvant les budgets du Togo pour l'exercice 1933 ;

Le conseil d'administration entendu ;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouvert au budget local du Togo, exercice 1933, le crédit supplémentaire suivant :

CHAPITRE VIII

DÉPENSES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES (*Personnel*)

Article 3. — Travaux publics

§ 1. — Personnel européen . . . 100.000 frs.

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire au moyen de l'annulation de crédit suivant :

CHAPITRE XV

DÉPENSES DIVERSES

Article 5. — Dotations

§ 2. — Participation aux dépenses du budget de la santé publique et de l'assistance médicale indigène . . . 100.000 frs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1934.

L. PÊTRE.

Ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1933 et prélèvements sur la caisse de réserve du Territoire

ARRETE N° 456 promulguant au Togo le décret du 17 juillet 1934, approuvant l'arrêté n° 218 pris en conseil d'administration, le 21 avril 1934, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933) et prélèvements sur la caisse de réserve du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 17 juillet 1934, approuvant l'arrêté n° 218 pris en conseil d'administration, le 21 avril 1934, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933); et prélèvements sur la caisse de réserve du Territoire;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 17 juillet 1934, approuvant l'arrêté n° 218 pris en conseil d'administration, le 21 avril 1934, par le Commissaire de la République au Togo et portant

ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo (exercice 1933) et prélèvements sur la caisse de réserve du Territoire.

Lomé, le 21 août 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Togo, modifié par décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 portant approbation du budget local et des budgets annexes du Togo, exercice 1933;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 218 pris en conseil d'administration, le 21 avril 1934, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture :

1° — Aux chapitres I et II du budget local du Territoire, exercice 1933, de crédits supplémentaires s'élevant ensemble à 901.000 frs. et gagés par un prélèvement ordinaire d'un montant équivalent sur la caisse de réserve qui sera porté en recettes au chapitre VII du même budget;

2° — Au chapitre XX du même budget, d'un crédit supplémentaire de 981.000 frs. auquel il sera fait face par l'annulation d'un crédit de 270.000 frs. à d'autres rubriques du même chapitre et par un prélèvement exceptionnel de 711.000 frs. sur la caisse de réserve qui sera porté en recette au chapitre IX.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 juillet 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

ARRETE N° 218 rapportant l'arrêté n° 675 du 27 octobre 1933 et portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local — exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1933;

Vu l'arrêté n° 675 du 27 octobre 1933, portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local;

Vu la dépêche ministérielle n° 9 du 16 mars 1934;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 675 du 27 octobre 1933 susvisé est rapporté.

ART. 2. — Sont ouverts au budget local du Togo, exercice 1933, les crédits supplémentaires suivants :

I — Dépenses ordinaires

CHAPITRE I

DETTES EXIGIBLES

Art. 5. — Dépenses d'exercices clos . . . 871.000

CHAPITRE II

COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE

Art. 1^{er}. — Commissaire de la République . . . 30.000
901.000

II — Dépenses extraordinaires

CHAPITRE XX

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Art. 2. — Travaux publics

§ 2. — Construction et aménagement de routes et ponts . . . 160.000

Art. 10. — (Nouveau) — Contribution forfaitaire du Territoire pour les années 1926 à 1932 aux dépenses de relèvement des officiers du service de santé . . . 381.000

Art. 11. — (Nouveau) — Frais accessoires et de transport du matériel livré sur prestations allemandes . . . 440.000
981.000

ART. 3. — Les crédits supplémentaires ouverts à la section première « dépenses ordinaires » seront gagés par un prélèvement de 901.000 frs. sur la caisse de réserve du Territoire à inscrire en recette au chapitre VII, article 3 du budget local, exercice 1933.

Les crédits supplémentaires ouverts à la section deuxième « dépenses extraordinaires » seront gagés d'une part, par les annulations de crédits suivants dans les proportions indiquées ci-après :

CHAPITRE XX

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Art. 2. — Route Blitta — Sokodé . . . 75.000

Art. 4. — Dépenses de mise en valeur

§ 2. — Achat de semences d'arachides . . . 15.000

§ 3. — Colonisation Cabraise . . . 80.000

Art. 5. — Dépenses d'assainissement

§ 2. — Assainissement de la lagune . . . 50.000

Art. 6. — Lignes télégraphiques . . . 50.000
270.000

D'autre part, par un prélèvement de 714.000 frs. sur la caisse de réserve du Territoire à inscrire en recettes au chapitre IX du budget local, exercice 1933.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 avril 1934.

L. PÊTRE.

Réglementation de l'attribution de l'indemnité de zone

ARRETE N° 454 promulguant au Togo le décret du 19 juillet 1934, réglementant l'attribution de l'indemnité de zone.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 juillet 1934, réglementant l'attribution de l'indemnité de zone;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 juillet 1934, réglementant l'attribution de l'indemnité de zone.

Lomé, le 21 août 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu l'article 93 du décret du 2 mars 1910 modifié par le décret du 11 septembre 1920 sur la solde et les accessoires du personnel colonial;

Vu le décret du 11 septembre 1920 fixant le régime de la solde et des accessoires du personnel des cadres locaux des colonies;

Vu les décrets des 24 septembre et 31 octobre 1931, modifiant les dispositions de l'article 93 du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires du personnel colonial;

Vu le décret du 4 avril 1934 relatif aux règles de cumul en matière de traitements;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les décrets des 24 septembre 1931 et 31 octobre 1931 susvisés sont abrogés.

L'article 93 du décret du 2 mars 1910 modifié par le décret du 11 septembre 1920 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 93. — I. — L'indemnité de zone est une allocation accordée à titre exceptionnel et destinée à dédommager, au cours de leur présence effective outre-mer, les fonctionnaires, employés ou agents, entretenus sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, à quelque cadre qu'ils appartiennent, soit des risques climatiques spéciaux à certaines régions ou localités, soit des dépenses supplémentaires occasionnées par l'augmentation momentanée du prix des denrées ou des loyers par suite de rassemblements extraordinaires sur un même point, ou de la cherté exceptionnelle des vivres dans certaines régions insuffisamment pourvues de ressources.

II. — L'indemnité de zone doit être réduite dans une certaine proportion lorsque le fonctionnaire reçoit le logement ou les vivres en nature. Elle peut même être entièrement supprimée si l'intéressé est logé et nourri gratuitement.

Toutefois, cette disposition ne saurait s'appliquer dans le cas où l'indemnité de zone est uniquement fondée sur l'insalubrité.

Elle est acquise également pour les journées de présence effective dans la localité ou région donnant droit à l'allocation.

Elle n'est pas due pendant la durée du séjour à l'hôpital à moins que la famille du fonctionnaire n'habite avec lui dans la colonie.

Elle est payée à terme échu dans les mêmes conditions que le traitement proprement dit. Elle n'est pas réductible en même temps que celui-ci, mais elle cesse d'être allouée quand le fonctionnaire n'a droit à aucun traitement.

III. — Les gouverneurs généraux, gouverneurs, chefs de colonie ou de territoire, déterminent par arrêtés rendus en conseil sous la forme d'une réglementation générale applicable à l'ensemble du personnel intéressé, le mode et les conditions de concession de cette allocation.

Les tarifs en sont fixés pour une année au maximum sans préjudice des modifications qu'ils pourraient subir durant cette période après avis d'une commission locale comprenant des représentants du personnel.

Les arrêtés visés au début du présent paragraphe réglementent cette représentation et fixent la composition de la commission locale précitée.

IV. — Les arrêtés locaux déterminant le mode et conditions de concession de l'indemnité de zone et ceux fixant pour une année les tarifs de cette allocation, ne sont exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation du ministre des colonies.

V. — Dans le cas où à l'expiration de la période d'un an l'indemnité ne serait renouvelée, elle prend fin de plein droit.

Un autre arrêté soumis à l'approbation ministérielle peut seul en autoriser le maintien ou la modification sous les mêmes réserves.

VI. — L'alinéa 2 de l'article 3 du décret du 12 juin 1911 libellé « indemnité de résidence et de cherté de vivres », est abrogé à l'égard des fonctionnaires, employés et agents, à quelque cadre qu'ils appartiennent, et rémunérés sur les budgets généraux, locaux et spéciaux des colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat.

VII. — Toutes indemnités ayant pour objet de dédommager les fonctionnaires, employés ou agents, à quelque cadre qu'ils appartiennent, de la cherté exceptionnelle de la vie, ou des risques climatiques spéciaux et créées sous des appellations diverses sont supprimées et ne peuvent désormais être accordées que sous la dénomination d'indemnité de zone et dans les formes prescrites ci-dessus.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures traitant des matières qui font l'objet du présent décret.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 juillet 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Application de l'accord franco-allemand sur les paiements commerciaux

ARRETE No 465 promulguant au Togo le décret du 28 juillet 1934, relatif à l'application de l'accord franco-allemand sur les paiements commerciaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 28 juillet 1934, relatif à l'application de l'accord franco-allemand sur les paiements commerciaux;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le

décret du 28 juillet 1934 relatif à l'application de l'accord franco-allemand sur les paiements commerciaux.

Lomé, le 28 août 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 17 du décret du 26 décembre 1926 portant codification des lois douanières;

Sur le rapport des ministres des affaires étrangères, du commerce et de l'industrie, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture et des colonies;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} août 1934, le paiement des marchandises allemandes importées sur le territoire douanier français, ainsi que dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, devra obligatoirement être effectué à l'office franco-allemand des paiements commerciaux de la chambre de commerce de Paris.

ART. 2. — Tout importateur de marchandises allemandes pourra demander son inscription sur les registres de l'office franco-allemand. Cette inscription comportera l'engagement d'effectuer à l'échéance, audit office, le paiement des marchandises importées.

ART. 3. — A partir de la date susvisée, l'importation des marchandises allemandes sera subordonnée à la remise, au service des douanes :

1^o D'une copie de la facture d'achat certifiée sincère et véritable par le déclarant;

2^o De l'engagement, souscrit en double exemplaire, par le destinataire, de verser à l'échéance à l'office franco-allemand le prix d'achat de la marchandise.

Toutefois, pour les importateurs inscrits à l'office franco-allemand, il suffira que le déclarant remette à l'appui de la déclaration réglementaire d'importation une déclaration en double exemplaire certifiée sincère et véritable attestant que l'importateur est inscrit audit office et comportant toutes indications nécessaires pour l'identification de l'opération commerciale effectuée, notamment en ce qui concerne la valeur des marchandises.

Dans le cas où l'importation ne comporterait pas de paiements effectifs, l'importateur aurait à produire au service des douanes une attestation de l'office franco-allemand.

ART. 4. — Dans le cas où le déclarant en douane ne se fait pas en mesure de produire, au moment de l'importation, l'un des documents susvisés, le service des douanes pourra néanmoins, lorsque tout soupçon d'abus lui paraîtra écarté, autoriser la mainlevée des marchandises, moyennant consignation d'une somme

égale au dixième de leur valeur. Cette somme sera restituée, s'il y a lieu, à l'intéressé par les soins de l'office franco-allemand.

ART. 5. — Les importateurs qui auraient contrevenu aux prescriptions des articles 1^{er}, 2 et 3, pourront être rayés des registres de l'office franco-allemand et seront poursuivis conformément aux lois douanières.

ART. 6. — Les importateurs de produits visés par les accords du 10 mars 1933 et du 3 juillet 1934 sont, jusqu'à nouvel avis et dans les limites qui seront fixées par arrêté, exemptés des obligations ci-dessus, à condition d'effectuer leurs règlements par l'intermédiaire de la S. I. C. A. R.

ART. 7. — Un arrêté signé par les ministres des affaires étrangères, du commerce et de l'industrie, de l'intérieur, des finances, de l'agriculture et des colonies déterminera les conditions d'application du présent décret.

Fait à Paris, 28 juillet 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,
Louis BARTHOU.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
Lucien LAMOUREUX.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Voir texte de la convention au J.O.R.F. du 28 juillet 1934
307

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE,
LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,
LE MINISTRE DES FINANCES, LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET LE MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret du 28 juillet 1934 relatif à l'accord sur les paiements commerciaux conclu entre la France et l'Allemagne;

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Les importateurs de marchandises allemandes, qui, à la date du 1^{er} août 1934, seraient encore redevables de tout ou partie du prix de ces marchandises devront, dans un délai de huit jours, à compter de la publication du présent arrêté, en faire la déclaration à l'office franco-allemand des paiements commerciaux de la chambre de commerce de Paris, avec indication de la date des échéances. Il leur sera accusé réception de cette déclaration.

ART. 2. — Les formules des engagements et des déclarations visés à l'article 3 du décret du 28 juillet 1934 seront fournies par l'office franco-allemand des paiements commerciaux.

ART. 3. — La liste des importateurs de marchandises allemandes inscrits sur les registres de l'office franco-allemand sera transmise aux bureaux des douanes, au fur et à mesure des inscriptions.

Les bureaux d'importation transmettront jour par jour à l'office franco-allemand un exemplaire des engagements souscrits par les destinataires et des déclarations établies en exécution de l'article 3 du décret du 28 juillet 1934. Le second exemplaire sera conservé, pour contrôle, à l'appui des déclarations. Le service des douanes transmettra également à l'office franco-allemand toutes indications utiles au sujet des importations qu'il aurait autorisées exceptionnellement en vertu de l'article 4 du décret susvisé.

ART. 4. — Les importateurs de marchandises allemandes dont l'importation en France ne serait pas la conséquence d'une opération commerciale, devront adresser toutes justifications utiles à l'office franco-allemand, qui transmettra directement au bureau des douanes d'importation l'attestation prévue par le troisième alinéa de l'article 3 du décret du 28 juillet 1934.

ART. 5. — L'exemption prévue à l'article 6 du décret du 28 juillet 1934 est limitée aux importations de houille crue, carbonisée ou agglomérée, de papier journal lisse ou satiné.

ART. 6. — Si les importations visées à l'article 1^{er} du présent arrêté ont fait l'objet de tirages le paiement des traites ne pourra être effectué qu'entre les mains de tiers porteurs domiciliés en France; ceux-ci en verseront la contrevaletur à l'office franco-allemand à moins qu'ils ne détiennent desdits effets à titre de propriétaire, créancier gagiste, ou comme contrepartie d'une avance.

Dans les huit jours qui suivront la publication du présent arrêté, les tiers porteurs devront adresser à l'office franco-allemand la liste des effets qu'ils détiennent à titre de propriétaire, créancier gagiste, ou comme contrepartie d'une avance.

ART. 7. — L'office franco-allemand assurera, dans la limite des disponibilités provenant des versements faits par les importateurs de marchandises allemandes, le règlement aux exportateurs de marchandises françaises de leurs créances en Allemagne, dès qu'un avis de versement, à la suite de l'encaissement de ces créances, lui aura été donné par la Reichsbank.

L'exportateur sera tenu de justifier à l'office franco-allemand de la réalité des opérations par le certificat de sortie de la douane française, ainsi que par un double de la lettre de voiture ou du connaissement, dûment acquitté par le destinataire de la marchandise, dont la législation de la signature pourra être exigée,

ou par la production des papiers de douane prouvant l'entrée de la marchandise en Allemagne, ou de tout autre manière jugée suffisante par l'office franco-allemand des paiements commerciaux.

ART. 8. — Au cas où les disponibilités provenant des versements faits par les importateurs seraient insuffisantes pour permettre le règlement immédiat des créances des exportateurs inscrits, ces derniers recevront de l'office franco-allemand un feuillet extrait d'un livre à souche, numéroté, portant l'indication de la somme dont l'office franco-allemand aura été crédité pour leur compte.

Les règlements seront repris au fur et à mesure de la reconstitution des disponibilités, dans l'ordre du numérotage prévu ci-dessus.

ART. 9. — L'office franco-allemand des paiements commerciaux de la chambre de commerce de Paris aura le droit de percevoir une taxe, représentative de tous frais de 2 p. 1.000 au maximum sur le montant de toutes opérations passant par son intermédiaire.

ART. 10. — Dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant de l'autorité du ministre des colonies, les opérations dont la charge incombe à l'office franco-allemand en vertu des articles précédents seront effectuées par l'intermédiaire des banques d'émission ou chambres de commerce, correspondantes de l'office.

Fait à Paris, le 28 juillet 1934.

Le ministre des affaires étrangères,
LOUIS BARTHOU.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
LUCIEN LAMOUREUX.

Le ministre de l'industrie,
ALBERT SARRAUT.

Le ministre des finances,
GERMAIN MARTIN.

Le ministre de l'agriculture,
HENRI QUEUILLE.

Le ministre des colonies,
PIERRE LAVAL.

Voir texte de la convention au J.O. du 28 juillet 1934

Convention de commerce, de navigation et d'établissement
et arrangement relatif aux échanges commerciaux
franco-allemands, signés à Berlin le 28 juillet 1934

LETTRE adressée par le président de la délégation
allemande au président de la délégation française.

Berlin, le 28 juillet 1934.

A. M. le Président
de la délégation française.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer que les gouvernements français et allemands sont tombés d'accord sur les dispositions ci-après :

Si, pendant la durée de la convention de commerce d'établissement et de navigation en date de ce jour, l'Allemagne venait à perdre les droits qu'elle tient des stipulations du pacte de la Société des nations et des actes de mandat concernant les territoires pour lesquels un mandat a été confié à la France, les deux hautes parties contractantes sont d'accord pour proroger pendant une durée de trois mois les droits reconnus à l'Allemagne dans ces territoires par lesdites stipulations et faire bénéficier pendant la même durée les marchandises de ces territoires de la clause de la nation la plus favorisée en Allemagne.

Les deux hautes parties contractantes emploieront ce délai à négocier des conventions réglant en matière tarifaire et d'établissement les rapports entre l'Allemagne et les territoires sous mandat français.

Au cas où aucun accord ne serait intervenu dans ce délai, chacune des hautes parties contractantes reprendra sa liberté d'action.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

M. RITTER.

Président de la délégation allemande.

Nombre de places mises à la disposition des élèves brevetés de l'école coloniale en 1934

Par arrêté du ministre des colonies, en date du 17 juillet 1934, le nombre des places mises à la disposition des élèves brevetés de l'école coloniale en 1934 (sections administratives) et libérés des obligations du service militaire en temps de paix, a été fixé à 80, répartis ainsi qu'il suit :

Elève administrateur des colonies, 52.

Savoir :

Togo, 1.

Fait à Paris, le 17 juillet 1934.

Pierre LAVAL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Garde indigène

ARRETE N° 434 fixant l'effectif et la répartition de la garde indigène au 1^{er} août 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 467 en date du 15 août 1933 réorganisant la garde indigène;

Vu le rapport du 6 juin 1934 adressé par le capitaine commandant les forces de police au gouverneur des colonies, Commissaire de la République au Togo;

Sur la proposition du commandant des forces de police;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'effectif numérique des gardes indigènes est fixé à 278 et réparti comme suit pour compter du 1^{er} août 1934.

Police et sûreté	45
Peloton de Lomé	44
Peloton d'Anécho	29
Peloton de Klouto	25
Peloton d'Atakpamé	42
Peloton de Sokodé	45
Peloton de Mango	32
Peloton de dépôt	16

ART. 2. — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions contraires sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 août 1934.

BOURGINE.

Déplacements du personnel européen

ARRETE N° 435 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel européen.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 508 du 13 octobre 1928 portant règlement sur le régime des déplacements du personnel européen et assimilé au Togo;

Vu l'arrêté n° 720 du 20 décembre 1929 modifiant certains articles de l'arrêté du 13 octobre 1928;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 25 de l'arrêté du 13 octobre 1928, modifié par arrêté du 20 décembre 1929 est complété ainsi qu'il suit :

Ces indemnités forfaitaires correspondent à l'accomplissement d'un nombre minimum de jours de tournées égal à :

10 jours par mois pour les commandants de cercle;

12 jours par mois pour les adjoints aux commandants de cercle et les chefs de subdivision.

Les tournées doivent être effectuées conformément au programme de tournées approuvé par le chef du Territoire.

Le paiement de l'indemnité est effectué sur attestation du commandant de cercle que les conditions ci-dessus sont remplies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et aura son effet à compter du 1^{er} août 1934.

Lomé, le 8 août 1934.

BOURGINE.

Attribution de rappels d'ancienneté pour services militaires

ARRETE N° 437 réglementant l'attribution de rappels d'ancienneté pour services militaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'article 7 de la loi du 31 mars 1928;
Vu les articles 23, 24 et 25 de la loi du 9 décembre 1927;
Vu les articles 32, 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928;
Vu l'article 14 de la loi du 18 juillet 1924;
Vu la loi du 17 avril 1924;
Vu la loi du 31 mars 1924;
Vu l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923;
Vu l'article 7 de la loi du 21 mars 1905, complété par l'article 5 de la loi du 7 août 1913;
Vu le décret du 4 avril 1934, fixant les règles applicables en matière de rappels pour services militaires;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées, à compter de la publication du présent arrêté, toutes dispositions en vertu desquelles le temps passé sous les drapeaux en sus de la durée légale du service obligatoire, soit avant, soit après l'admission dans les cadres, est compté pour le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement, pour une durée équivalente de services civils.

Sont également abrogées, à compter de la même date, les dispositions tendant à l'attribution, en vue de l'avancement, de majorations d'ancienneté pour services militaires accomplis pendant la campagne de guerre contre l'Allemagne ou pour le temps passé sous la domination de l'ennemi ou en internement en pays neutre.

ART. 2. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas opposables, dans le cadre où ils se trouvent actuellement et dans la mesure des droits qu'ils peuvent encore y faire valoir, aux agents appartenant à l'administration au moment de la publication du présent arrêté.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 août 1934.

BOURGINE.

Visite sanitaire

ARRETE N° 439 soumettant à l'observation sanitaire les passagers européens et indigènes provenant de la Gold-Coast.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le télégramme en date du 8 août 1934 du gouverneur de la Gold-Coast notifiant l'existence d'un cas mortel indigène de la maladie n° 10 à Nkakaw;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Les passagers européens, ou assimilés au sens de l'arrêté du 3 août 1932 fixant les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo, en provenance de Gold-Coast et débarquant au Togo seront soumis, pendant six jours consécutifs à une visite sanitaire quotidienne et devront, dans ce but, se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Dans le cas où, avant l'expiration de cette période de six jours ils désireraient quitter le port de débarquement pour se rendre dans une autre localité du territoire ils devront être munis d'un passeport sanitaire délivré par l'autorité sanitaire du point de départ et qu'ils devront présenter à l'autorité sanitaire du point de destination afin d'achever, sous la surveillance de ce dernier, leur période d'observation de six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans un hôpital, soit dans un lazaret, soit à leur domicile.

Les passagers indigènes à destination du Togo seront soumis à une période d'observation de six jours au lazaret du port de débarquement.

La désinfection des bagages des passagers européens ou indigènes débarquant au Togo pourra être éventuellement prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Les marchandises débarquées pourront être également si l'autorité sanitaire le juge utile, soumises à la désinfection.

ART. 2. — Pour assurer sur la frontière terrestre la protection sanitaire de la colonie un infirmier sera placé au poste de douanes de Kpadapé; cet infirmier fera un premier examen des voyageurs, et les signalera au médecin qui assurera à Palimé la surveillance médicale dans les conditions prescrites pour les voyageurs venant par voie maritime.

La circulation des voyageurs sera interdite entre 17 heures et 6 heures.

Les mêmes mesures seront appliquées au poste de douanes de Batoumé; quoique ce poste appartienne au cercle de Klouto, le cercle de Lomé fournira un infirmier chargé de la visite, en raison de la proximité du poste sanitaire d'Assahoun qui formera le 2^e échelon de contrôle.

ART. 3. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Klouto, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 12 août 1934.

BOURGINE.

Transport des élèves du cours complémentaire

ARRETE N° 448 portant modification à l'arrêté n° 668 du 27 octobre 1933 en ce qui concerne la gratuité du transport des élèves du cours complémentaire de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 668 du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement officiel au Togo; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Sur la proposition du chef de service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élèves du cours complémentaire ont droit au transport gratuit du lieu de leur domicile légal à Lomé et réciproquement, au début et à la fin de chaque année scolaire (grandes vacances).

Ils sont assimilés pour ces voyages aux fonctionnaires indigènes de la 4^e catégorie.

ART. 2. — Le présent arrêté qui abroge l'article 31 de l'arrêté n° 668 susvisé, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 août 1934.

BOURGINE.

Suppression des Indemnités spéciales et de cherté de vie

ARRETE N° 457 supprimant à compter du 1^{er} août 1934 les indemnités spéciale du Togo et de cherté de vie allouées au personnel européen et au personnel des cadres locaux indigènes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, ensemble tous actes modificatifs subséquents, notamment le décret du 11 septembre 1920;

Vu le décret du 19 juillet 1934 portant réglementation de l'attribution de l'indemnité de zone;

Vu la dépêche ministérielle n° 17.978/GX/71 en date du 18 juillet, prescrivant la suppression de l'indemnité spéciale du Togo;

Vu l'arrêté du 19 novembre 1924, créant l'indemnité spéciale du Togo et les actes modificatifs subséquents, notamment l'arrêté n° 341 du 20 juin 1934, fixant le taux de l'indemnité spéciale du Togo au personnel européen;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1922, instituant l'indemnité de cherté de vie et les actes modificatifs subséquents, notamment l'arrêté n° 71 du 31 janvier 1934;

Vu l'arrêté n° 66 du 31 janvier 1934 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des forces de police;

Vu l'arrêté n° 65 du 31 janvier 1934 portant règlement général sur le service dans la compagnie de milice;

Vu l'arrêté n° 67 du 31 janvier 1934 portant règlement sur la solde et les indemnités accessoires des indigènes en service à la compagnie de milice;

Vu les arrêtés nos 68 et 69 du 31 janvier 1934, fixant le taux de l'indemnité mensuelle de cherté de vie, allouée : 1^o aux agents des forces de police servant dans la garde indigène; 2^o aux miliciens;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont et demeurent abrogés, à compter du 1^{er} août 1934 :

L'arrêté du 19 novembre 1934 susvisé instituant l'indemnité spéciale du Togo et tous les actes subséquents qui l'ont modifié, notamment l'arrêté du 20 juin 1934;

L'arrêté du 31 juillet 1922 instituant l'indemnité de cherté de vie, et les actes subséquents qui l'ont modifié, notamment l'arrêté du 31 janvier 1934.

ART. 2. — Les dispositions des arrêtés nos 68 et 69 du 31 janvier 1934, fixant le taux de l'indemnité mensuelle de cherté de vie allouée :

1^o — aux agents des forces de police servant dans la garde indigène;

2^o — aux miliciens, sont maintenues en vigueur.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 août 1934.

BOURGINE.

Entretien des parcs et jardins administratifs

ARRETE N° 460 relatif à l'entretien des parcs et jardins administratifs situés dans le périmètre urbain de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 2 décembre 1932 chargeant la circonscription agricole du sud de l'entretien des jardins et parcs administratifs;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;
Vu l'arrêté du 24 mai 1934 fixant le périmètre urbain de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'entretien des parcs et jardins administratifs situés à l'intérieur du périmètre urbain de Lomé est réglementé par le présent arrêté.

ART. 2. — La commune mixte de Lomé est chargée de l'entretien :

1^o — des parcs et jardins publics;

2^o — des haies de clôture, arbres et arbustes plantés en bordures des rues et places publiques.

ART. 3. — Le service de l'agriculture est chargé de l'entretien :

1^o — de la pépinière, des parcs et des jardins administratifs;

2^o — des haies de clôture des immeubles administratifs à l'exception de celles situées en bordure des rues et places publiques.

ART. 4. — Le service des chemins de fer est chargé de l'entretien des haies et jardins situés aux abords de la voie et des bâtiments qui lui sont affectés.

ART. 5. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées, notamment l'arrêté susvisé du 2 décembre 1932.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 août 1934.

BOURGINE.

Circulation des véhicules sur la route Lomé — Anécho

ARRETE N^o 461 interdisant temporairement la circulation de certains véhicules sur la route de Lomé à Anécho.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques au Togo; ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Sur les propositions des commandants de cercle d'Anécho et de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite jusqu'à nouvel ordre, la circulation de tous véhicules automobiles autres que les voitures de tourisme, sur la route de Lomé à Anécho.

En aucun cas les voitures de tourisme ne pourront transporter un plus grand nombre de personnes que celui indiqué sur la carte grise.

ART. 2. — A titre tout à fait exceptionnel, les commandants de cercle de Lomé et d'Anécho pourront accorder des autorisations spéciales de circuler aux camions et camionnettes.

Ces autorisations, qui ne seront valables que pour un seul voyage et pour une date déterminée, devront être présentées à toute réquisition.

ART. 3. — Les commandants de cercle de Lomé et d'Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 août 1934.

BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Tableau complémentaire d'avancement du personnel des administrateurs des colonies pour l'année 1934

Pour l'emploi d'administrateur-adjoint de 2^e classe
des colonies :

M.M.

PÉCHOUX (Laurent, Elisée);

MOURAGUES (Albert, Jean);

administrateurs-adjoints de 3^e classe des colonies.

Tableau complémentaire d'avancement du personnel des services de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine pour l'année 1934.

Pour le grade d'ingénieur en chef de 3^e classe :

M.M.

ABOILARD (Marcel), ingénieur de 1^{re} classe.

Pour le grade d'ingénieur de 3^e classe :

M.M.

MANÇION (Jean),

ingénieur-adjoint de 1^{re} classe.**Promotions**

Par décret en date du 6 juillet 1934 rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été nommés dans le personnel des administrateurs des colonies, pour compter du 1^{er} juillet 1934 :

A l'emploi d'administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies :

M.M. PÉCHOUX (Laurent, Elisée).

MOURAGUES (Albert, Jean).

administrateurs-adjoints de 3^e classe des colonies.**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Affectations**

Par décisions des :

9 août 1934. — Le médecin lieutenant-colonel SALOMON (Eugène), désigné pour servir hors cadres au Togo, débarqué du s/s *Hoggar* le 8 août 1934, est nommé chef du service de santé, des services d'assistance médicale et d'hygiène et directeur local de la santé, en remplacement du médecin commandant Bidot, chargé de ces fonctions par intérim.

13 août 1934. — L'adjudant-CONSEIL Camille, de l'infanterie coloniale, en service hors cadres aux forces de police, est nommé commandant de la 4^e section de la compagnie de milice à Anécho pour compter du 25 août 1934, en remplacement de l'adjudant-chef FALCONETTI rapatriable.

L'adjudant-chef FALCONETTI, de l'infanterie coloniale, commandant la 4^e section de la compagnie de milice à Anécho est affecté à la portion centrale à Lomé à compter du 25 août 1934, jusqu'au jour de son embarquement, le 28 août 1934.

M. FONTAINE André, conducteur principal de 3^e classe des travaux agricoles et forestiers du Togo de retour de congé, attendu à Lomé le 15 août 1934, sur s/s *Amérique* est nommé chef de la circonscription agricole du sud en remplacement de M. PIERRON, ingénieur-adjoint de 2^e classe des travaux d'agriculture en instance de départ en congé administratif.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

16 août 1934. — M. CORROT Raymond, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies attendu à Lomé par s/s *Amérique* vers le 15 août 1934, est nommé adjoint au commandant du cercle de Mango en remplacement de M. MAILLET Jean, adjoint de 1^{re} classe des services civils au Togo qui demeure à la disposition du commandant du cercle de Mango.

M. CORROT, remplira les fonctions de président du tribunal de 1^{er} degré.

Il aura droit aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 décembre 1929, complété par celui du 8 août 1934.

20 août 1934. — M. CAUVET-DUHAMEL, ingénieur-adjoint de 3^e classe du cadre général des météorologistes coloniaux, est nommé chef du service météorologique du Togo, chef et observateur de la station de Lomé, par intérim, en remplacement de M. CARON, ingénieur-adjoint de 2^e classe du cadre général des météorologistes coloniaux, titulaire d'un congé.

M. CAUVET-DUHAMEL, aura droit en ces qualités aux indemnités prévues par l'arrêté du 20 mai 1933.

Congé

Par décision du :

16 août 1934. — Un congé de trois mois prévu par le décret du 17 mai 1934, pour en jouir Villa Chapelle, route du Poutet à Avignon (Gard), est accordé à M. MASSON, chef surveillant principal des travaux publics de l'A. O. F. admis à la retraite.

Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est délivrée ainsi qu'à sa femme sur s/s *Canada* attendu à Lomé vers le 16 septembre 1934.

Indemnité de déplacement

Par décision du :

13 août 1934. — M. MANDON, mis à la disposition du commandant de cercle d'Anécho, par décision n° 407 du 26 mai 1934, pour assurer les fonctions de surveillant auxiliaire des travaux publics, sera assimilé au point de vue indemnité de déplacement et frais de transport aux agents classés dans la 3^e catégorie.

Le paiement de l'indemnité se fera dans les conditions réglementées par les arrêtés du 13 octobre 1928 et du 20 décembre 1929 sur production d'un ordre de route délivrée par le commandant de cercle d'Anécho.

**ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL
DE L'A. O. F.****PERSONNEL INDIGÈNE****Retrait d'emploi**

Par arrêté du gouverneur général du 28 juillet 1934, la peine du retrait temporaire d'emploi pour une durée d'une année est infligée à M^{me} D'ALMEIDA, née JOHNSON (Christine), sage-femme auxiliaire, en service hors cadre au Togo, pour faute grave dans son service.

Pendant cette période et par application de l'article 17 du décret du 17 août 1897, portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine, il est interdit à M^{me} D'ALMEIDA, sous peine de poursuites judiciaires, d'exercer son art à titre privé et de détenir des médicaments.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Engagements

Par décisions des :

9 août 1934. — Le nommé AJAVON Raphaël, est engagé comme planton auxiliaire (garage central), à la solde de 2 francs par jour en remplacement d'AKOUËTÉ Joseph, dont la démission est acceptée.

22 août 1934. — Est engagé en qualité d'infirmier-vétérinaire auxiliaire, et sans d'autre engagement de la part du Territoire, au salaire mensuel de deux cent quatre vingts francs (280 frs.), exclusif de toute autre indemnité, de quelque nature que ce soit, le nommé LIEBL Jean, qui est mis à la disposition de l'inspecteur-vétérinaire.

Promotions

Par arrêté du :

20 août 1934. — Les inspecteurs auxiliaires de police stagiaires de 1^{er} échelon (4.200) :

BRUCE Cuthbert, KOMLAVI,

ADOTÉ Norbert, Jacob,

TCHACOROM Honoré, NIANI,

passent-inspecteurs auxiliaires de police stagiaires de 2^e échelon (4.400), pour compter du 10 août 1934.

Affectations

Par décisions des :

14 août 1934. — Le commis d'administration de 5^e classe DAWSON Jules en service à l'agriculture, est mis à la disposition du chef des services des chemins de fer et du wharf, pour compter du 16 août 1934.

20 août 1934. — Le commis d'administration de 8^e classe GBAGUIDI Léonard, retour de congé, reprend ses fonctions au cabinet du Commissaire de la République, pour compter du 18 août 1934.

Mutations

Par décision du :

8 août 1934. — Le moniteur auxiliaire de 1^{re} classe d'agriculture NICABOU, en service à Togblékové, est mis à la disposition de l'administrateur en chef des colonies commandant le cercle de Lomé, pour s'occuper cumulativement des stations de Tsévié et de To-

gblékové, avec résidence à Tsévié, où il remplacera le moniteur auxiliaire de 4^e classe d'agriculture EYEBIYI Salomon, appelé à d'autres fonctions.

Le moniteur auxiliaire de 4^e classe d'agriculture EYEBIYI Salomon, est mis à la disposition de l'administrateur des colonies commandant le cercle d'Atakpamé.

Congés

Par décisions des :

21 août 1934. — Un congé de 2 mois, sans solde, pour affaires personnelles, valable du 1^{er} septembre au 31 octobre 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 4^e classe des travaux publics MATHEY Pierre, en service à Lomé, pour en jouir à Agoué (Dahomey).

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 17 septembre au 16 octobre 1934 inclus, au commis d'administration de 4^e classe MESSAH-AVUSSU, Pierre, en service au bureau des finances, pour en jouir à Anécho.

30 jours, du 1^{er} au 30 septembre 1934 inclus, au commis d'administration de 5^e classe contractuel AHOUANDJINOU Antoine, en service au chemin de fer, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

Indemnités de transport

Par décisions des :

10 août 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 6 francs par mois prévue par les arrêtés des 14 février et 31 mai 1934, est accordé à l'infirmier vétérinaire AMON Félix, en service à Lomé.

14 août 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 6 francs par mois prévue par les arrêtés des 14 février et 31 mai 1934, est accordé au planton-dactylographe MERZGER Charles, en service au bureau de la météorologie.

Sanctions disciplinaires

Par décisions des :

10 août 1934. — Une punition de 2 jours de retenue de solde est infligée au commis d'administration de 8^e classe DEGBOE Gaspard, en service au bureau des affaires économiques, pour mauvaise exécution du travail.

22 août 1934. — Une punition de 6 jours de suspension de solde est infligée au magasinier journalier Faustin Grégoire PLAKTOR, du garage central, pour mauvaise exécution de son travail qui aurait pu entraîner un grave accident.

Licenciement pour suppression d'emploi

Par décision du :

23 août 1934. — Est licencié à compter du 1^{er} septembre 1934 pour suppression d'emploi, le commis auxi-

liaire LASSISSI Marc en service au bureau de la comptabilité-finances du service des chemins de fer et du wharf.

Une indemnité de licenciement de la somme de deux cent dix francs (210 frs) une fois payée, égale à un mois de solde est accordée au commis auxiliaire LASSISSI Marc.

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les fonds du budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo, au chapitre qui supporte la solde de l'intéressé.

FORCES DE POLICE

Licenciements

Par arrêté du :

15 août 1934. — a) — Sont licenciés pour réduction d'effectif à compter du 15 août 1934, les gardes dont les noms suivent :

MOUMOUNI KIRISSA, garde 2^e classe Mle 866, du peloton de Lomé.

AGBOGY Mathias, garde 2^e classe Mle 875, du peloton de Lomé.

BOUKARI SAMARÉ, garde 2^e classe Mle 914, du peloton de Lomé.

MOUMOUNI, garde 1^{re} classe Mle 842, du peloton de Lomé.

LAOUTAN, garde 2^e classe Mle 662, du peloton de Lomé.

DOKASSA, garde 2^e classe Mle 968, du peloton d'Anécho.

MADJAMINA, garde 2^e classe Mle 656, du peloton d'Anécho.

SIMILIAO, garde 2^e classe Mle 720, du peloton de Klouto.

BANDIAHOFAYE, garde 2^e classe Mle 941, du peloton de Sokodé.

AYIKA, garde 2^e classe Mle 691, du peloton de Mango.

KOFFI, garde 2^e classe Mle 690, du peloton de dépôt.

KOLASSOGA, garde 1^{re} classe Mle 206, du peloton de dépôt.

OURI KÉTA, garde 2^e classe Mle 993, du peloton de dépôt.

b) — Le garde de 2^e classe BENGALÉ, Mle 925, du détachement de police et sûreté est licencié à compter du 15 août 1934 pour « faute grave ».

Mutations

Sont affectés pour compter du 15 août 1934 :

au peloton de Lomé :

YORA, garde de 1^{re} classe, Mle 46, du peloton de dépôt.

au peloton d'Anécho :

COUKAINA, garde 2^e classe, Mle 296, du peloton de dépôt.

BOUKARI II, garde 1^{re} classe, Mle 348, du peloton de dépôt.

au détachement de police et sûreté :

MAMA OURO, garde 1^{re} classe, Mle 991, du peloton de dépôt.

DIEGNA OURIHALÉ, garde 2^e classe, Mle 295, du peloton de dépôt.

au peloton de Klouto :

BOUKARY III, garde 1^{re} classe, Mle 652, du peloton d'Atakpamé.

au peloton de Sokodé :

Louis ABOU, garde 1^{re} classe, Mle 134, du peloton d'Atakpamé.

au peloton de Mango :

ABINATA, garde 1^{re} classe, Mle 354, du peloton d'Atakpamé.

1^{re} — Compagnie de milice :

Rengagements

Par arrêté du :

15 août 1934. — Sont rengagés pour 1 an à compter du 1^{er} août 1934 :

TCHAPO, caporal, Mle M/71 B. T. de la P. C. Lomé.

DJOMA, tirailleur de 1^{re} classe Mle M/74 B. T. de la P. C. Lomé.

Mutation

Est admis pour compter du 1^{er} août 1934 à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice le dit jour, le stagiaire catégorie B. HOUNGONOU Henri, de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} août 1934. — KOMBATE, garde 1^{re} classe Mle 646, du détachement de police Lomé.

OUNANA, garde 2^e classe Mle 965, du peloton de Klouto.

ADAM, garde 1^{re} classe Mle 962, du peloton de Mango.

ASSIMA, garde 2^e classe Mle 966, du peloton de Mango.

14 août 1934. — FARAKOMA, garde 1^{re} classe Mle 353, du peloton d'Atakpamé.

ABINATA, garde 1^{re} classe Mle 354, du peloton d'Atakpamé.

Le garde de 1^{re} classe KAKATOKOHOU, Mle 686, du peloton de Mango, est rengagé pour 1 an à compter du 29 août 1934 comme garde de 2^e classe.

Licenciements

a) — Le garde de 1^{re} classe BRAHIMA, Mle 783, du peloton de Lomé est licencié pour fin de contrat à compter du 1^{er} août 1934.

b) — Le garde de 2^e classe GREA, Mle 992, du peloton de dépôt, est licencié à compter du 1^{er} août 1934 pour « faute grave dans le service ».

Mutation

Est admis dans la garde indigène comme garde de 2^e classe Mle 998, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, l'ex-stagiaire catégorie B. HOUNCONOU Henri, de la P. C. Lomé.

Le garde HOUNCONOU Henri est affecté au détachement de police et sûreté.

1^{er} — Compagnie de milice :**Nomination**

Par arrêté du :

20 août 1934. — Est nommé tirailleur de 1^{re} classe pour compter du 1^{er} septembre 1934, le tirailleur de 2^e classe BOUKOUZI, Mle M/274, A. C. de la P. C. Lomé.

Licenciement

Est licencié à compter du 1^{er} septembre 1934, le stagiaire de la catégorie B AMADOU ZOUGOU, Mle M/286, B. D. de la P. C. Lomé pour « faute grave dans le service ».

Affectations

Sont affectés à la 4^e section de milice Anécho pour compter du 1^{er} septembre 1934 :

KOUMA, sergent Mle M/133, A. T., de la P. C. Lomé.
GAMBILA I, tirailleur 2^e classe Mle M/272, A. C., de la P. C. Lomé.

ADJAHOU, tirailleur 2^e classe Mle M/209, A. T., de la P. C. Lomé.

YAMBA MILOUGOU, tirailleur 2^e classe Mle M/276, A. C. de la P. C. Lomé.

DIROUTE KOURA, tirailleur 2^e classe Mle M/292, A. D., de la P. C. Lomé.

BELOUA, stagiaire catégorie B. Mle M/317 B. T., de la P. C. Lomé.

YACOUBI, stagiaire catégorie B. Mle M/303, B. T., de la P. C. Lomé.

Mutation

Est admis à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice pour compter du 1^{er} septembre 1934, le tirailleur de 1^{re} classe BOUKOUZI, Mle M/274, A. C. de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :**Permissions — Congé**

a) — Une permission de 15 jours avec solde de présence est accordée au garde de 1^{re} classe KOUASSI I, N° Mle 724, du détachement de police Lomé, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

b) — Une permission de 30 jours avec solde de présence est accordée au garde de 2^e classe BONKPASSE II, Mle 967, du peloton de Klouto pour en jouir à Kidjani (Sokodé).

c) — Un congé de 30 jours avec solde de présence et gratuité de transport (aller et retour), est accordé au brigadier-chef de 2^e classe TOMBOGA, Mle 961, du peloton de dépôt (accompagné de sa femme et 3 enfants) pour en jouir à Losso-Baga (Sokodé).

Punition

Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée au garde de 2^e classe MAMA AGBANDAO, Mle 868, du peloton de Lomé pour « faute grave dans le service ».

Est rayé des contrôles de la garde indigène, le garde de 2^e classe BABA KANTÉ, Mle 981, du peloton de Mango, décédé le 31 juillet 1934.

Mutations

a) — Est admis dans la garde indigène comme garde de 2^e classe, Mle 999, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 467 du 15 août 1933, l'ex-tirailleur de 1^{re} classe BOUKOUZI, de la P. C. Lomé.

Le garde BOUKOUZI est affecté au peloton de dépôt (Lomé) pour compter du 1^{er} septembre 1934.

b) — Le garde de 2^e classe BADRANGAMA, Mle 537, du peloton de dépôt est affecté au peloton de Mango pour compter du 1^{er} septembre 1934.

CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Par décision du :

14 août 1934. — M. FRÉAU, administrateur en chef des colonies, est nommé secrétaire général ad hoc pour examiner les dossiers des affaires à soumettre au conseil du contentieux administratif du territoire du Togo.

COMMISSIONS

Par décisions des :

9 août 1934. — Une commission composée de :

M. M. Le commandant de cercle de Lomé, ou son délégué *Président*

Le chef du service des travaux publics, représentant de l'administration, *Membres*
SANOSSI GIBIRILLA, propriétaire à Lomé,

Joseph SODJI, bijoutier à Lomé, se réunira à Lomé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par ledit Charles CADIRY.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaires dont un destiné au concessionnaire.

22 août 1934. — Une commission composée de :

M. M. Le chef du bureau des finances *Président*
Le chef du service des travaux publics par intérim, *Membres*

Le chef de la section du matériel,
Le chef de la subdivision T. P. Lomé-ville,

se réunira à la subdivision Lomé-ville sur la convocation de son président en vue d'évaluer les matériaux provenant de la démolition du bâtiment de l'ancienne douane allemande.

Une commission composée de :

M.M. Le commandant de cercle de Sokodé, ou son délégué	<i>Président</i>
Un agent des travaux publics à Sokodé, représentant de l'administration,	<i>Membres</i>
AZEMARD Pierre, agent de la S.G.G.G. à Sokodé, ou son remplaçant,	
JAGGE Walter, boutiquier à Sokodé,	

se réunira à Sokodé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par la Société G. B. Ollivant & C^e Ltd.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaires dont un destiné au concessionnaire.

ENSEIGNEMENT

Concours et examens

Par décision du :

9 août 1934. — Les dates et lieux des examens de la session de 1934 sont ainsi fixés :

Concours d'entrée dans le cadre des instituteurs :

les 1^{er} et 2 octobre 1934 à 7 heures dans les locaux du cours complémentaire.

Certificat d'études primaires élémentaires :

le 19 novembre 1934 à 7 heures, école de la route d'Anécho à Lomé.

Certificat d'études complémentaires :

les 23 et 24 novembre 1934 à 7 heures dans les locaux du cours complémentaire.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

20 août 1934. — Est complétée comme suit la liste n° 1 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

« Pommade Eucalyptus »

21 août 1934. — Est complétée comme suite la liste n° 1 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

« Tabloïd Quinine Hydrochloride »

SECOURS

Par décision du :

20 août 1934. — Un secours de quatre cents francs est accordé au nommé DAGOUDA demeurant à Bafilo,

père d'un ouvrier victime d'accident à la suite de l'effondrement de l'école de Bafilo.

La présente dépense sera imputée au chapitre XI, article 6, paragraphe 1, du budget local, exercice 1934.

SUBVENTION

Par décision du :

20 août 1934. — Une subvention de mille francs est accordée à la Société l'« Association Sportive Togolaise ».

La présente dépense sera imputée au budget local exercice 1934 — chapitre XV, article 4, paragraphe 2.

DOMAINES

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Lomé

a) Suivant réquisition, n° 933, déposée le 17 août 1934 le sieur Yehouessi Bounthou Akakpo, profession de boucher, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant une petite construction en briques cuites couvertes en tôles à usage d'habitation, d'une contenance totale de 4 arcs 13 centiares, situé à Lomé, quartier n° 9, (cercle de Lomé), et borné au nord et à l'est par terrain à Th. Anthony, au sud par une ruelle non dénommée, à l'ouest par terrain à Christian Tamakloe (T. 51 de Lomé).

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

b) Suivant réquisition, n° 934, déposée le 17 août 1934 le sieur Silvanus Epiphanyo Olympio, profession d'agent de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble rural, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 28 hectares 15 ares 65 centiares situé à Baguida km 12 voie-ferrée Lomé-Anécho, (cercle de Lomé), et borné au nord par terrains à Azongo, Aziagba, Agboku, Dogha, Ahadji et Yaglo, à l'est par terrain à la collectivité de Baguida, au sud par la voie-ferrée Lomé-Anécho, à l'ouest par terrain à Fred Agbe Van Quashie.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

Avis de bornages

a) Le samedi 29 septembre 1934 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Adjido, (cercele d'Anécho), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 45 centiares, et borné au nord par un terrain à Kangni Amego, à l'est par terrain à la famille Johnson, au sud par une rue, à l'ouest par le réserve de la lagune, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Ayitsedji, employé de commerce demeurant à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 6 juillet 1934, n° 923.

b) Le vendredi 5 octobre 1934 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercele de Klouto), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 ares 63 centiares, et borné au nord par terrain à Kodjovi Amekudji, à l'est par la rue Hérold; au sud par la rue des Sœurs, à l'ouest par terrain à la collectivité John. G. Baëta, dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou, Vicaire Apostolique du Togo, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, suivant réquisition du 9 juillet 1934, n° 924.

c) Le vendredi 5 octobre 1934 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercele de Klouto), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 60 ares 57 centiares, et borné au nord-est par la rue des Sœurs, au sud-est par la rue de la mission, au sud-ouest par le boulevard-circulaire, au nord-ouest par terrain aux collectivités John Baeta, et Patrick Seddoh, dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou, Vicaire Apostolique du Togo, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, suivant réquisition du 9 juillet 1934, n° 925.

d) Le vendredi 5 octobre 1934 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercele de Klouto), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 20 ares 93 centiares, et borné au nord-est par la rue des Sœurs, au sud-est par terrain à Kumako, au sud-ouest par le boulevard-circulaire, au nord-ouest par la rue de la mission, dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou, Vicaire apostolique du Togo, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, suivant réquisition du 9 juillet 1934, n° 926.

e) Le vendredi 5 octobre 1934 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercele de Klouto), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 1 ha. 06 ares 48 centiares,

et borné au nord-est par la rue de Haingba, au sud-est par terrains à I. Freitas et aux héritiers Patrick Seddoh, au sud-ouest par la rue des Sœurs, au nord-ouest par la rue Hérold, dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou, Vicaire Apostolique du Togo, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, suivant réquisition du 9 juillet 1934, n° 927.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 62. — Le gouverneur de la Guinée Portugaise fait connaître qu'une bouée rouge à feu rouge a été mouillée sur le bas du S. Martinho.

Latitude nord — 11° 42' 2 (approximativement)

Longitude est — 15° 55' 1

Hauteur au-dessus de la flottaison 2 m. 30

Portée lumineuse 5 milles marins.

N° 63. — Le gouverneur de la Guinée Portugaise fait connaître qu'un phare a été mis en service à « Ponta da Colonia ».

Ce phare présente les caractéristiques suivantes :

Eclat	0,5
Eclipse	4,5
Période totale	5,0 sec.
Portée lumineuse	8 milles marins.
Eclairage	vert.

N° 64. — Le gouverneur de la Guinée Portugaise fait connaître qu'un phare est mis en service à « Ponta das Galinhas ».

Ce phare présente les caractéristiques ci-après :

Eclat	0,3
Eclipse	2,7
Période totale	3,0 sec.
Portée lumineuse	9 milles marins.
Eclairage	blanc

N° 65 — M. M. les navigateurs fréquentant la Casamance sont informés que la bouée à sifflet de la passe nord, disparue le 23 juin, est remplacée provisoirement, par une bouée à fuseau de 2^e classe peinte par bandes horizontales noires et rouges; et surmontée d'un voyant sphérique rouge.

Position : carte 3385

L = 12° 37' 38" N

Q = 16° 53' 30" W

Relèvement : à 6'3 dans le N 70 W de la pyramide de Djogue.

Juillet 1934

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Climatologie (1)

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			PAGOUDA			MANGO			DAPANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp.	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp.	Hygr.	Pres.	Temp.	Hygr.	Pres.	Temp.	Hygr.	Pres.	Temp.	Hygr.	Pres.	Temp.	Hygr.	Pres.	Temp.	Hygr.	Pres.	Temp.	Hygr.	Pres.	Temp.	Hygr.
1	13,7	26,3	79	73,3	26,7	78	73,5	29,0	73	87,8	26,9	81	67,1	25,5	83	66,1	24,5	82	65,9	26,0	82	97,0	28,5	78	73,8	23,8	79
2	14,3	26,6	81	90,5	26,2	87	73,8	23,3	70	88,5	26,5	81	67,1	25,0	85	67,5	25,5	73	66,3	26,3	73	98,9	27,0	64	74,5	26,5	79
3	13,8	26,7	84	93,9	26,7	85	73,1	26,6	75	87,3	26,9	73	65,7	26,2	80	65,0	25,6	80	65,8	27,4	80	90,2	27,0	70	73,5	27,2	80
4	13,4	26,7	83	93,5	26,2	87	72,7	26,4	78	86,9	27,0	81	66,4	24,8	88	66,2	24,2	70	65,0	26,1	73	97,7	26,1	73	72,5	27,2	76
5	13,5	24,9	90	90,1	26,7	85	73,0	27,0	90	86,9	26,4	83	66,2	24,6	88	66,6	24,6	83	65,0	26,0	87	97,7	26,0	87	72,1	26,7	80
6	13,8	25,4	83	96,7	24,3	86	73,3	26,1	70	87,7	25,0	73	66,3	24,9	82	67,1	25,0	75	65,7	25,1	76	98,6	26,0	71	73,1	24,4	83
7	14,2	25,3	84	96,9	25,2	88	73,4	27,0	83	88,1	25,3	81	67,1	24,2	80	67,9	24,1	77	65,7	25,1	82	99,7	26,3	82	73,4	25,9	88
8	14,5	25,5	82	97,0	25,1	90	73,5	26,0	78	88,5	25,1	83	67,4	24,1	89	67,7	24,7	81	65,4	26,7	79	98,1	25,7	69	73,1	26,2	80
9	14,6	26,5	84	97,4	25,8	90	73,8	26,5	86	89,0	27,1	80	67,7	25,6	84	68,3	24,4	84	65,7	25,9	73	98,3	26,0	76	73,4	26,0	81
10	13,9	25,1	88	90,5	25,8	88	73,4	26,0	89	87,8	26,8	79	66,5	25,5	84	68,3	25,7	80	64,1	26,2	73	98,6	26,7	78	72,5	27,8	83
11	13,7	25,9	87	90,7	26,8	88	73,3	26,6	78	87,4	26,6	83	66,1	24,9	82	68,2	24,5	85	63,0	26,8	81	94,9	27,7	80	72,1	27,6	80
12	13,8	24,9	86	96,9	25,5	88	73,3	26,5	88	87,5	25,3	80	66,2	24,5	83	68,1	24,0	83	63,0	26,1	80	97,7	26,5	73	71,8	26,7	82
13	14,1	25,2	84	97,1	26,5	76	73,3	26,7	83	88,4	26,4	94	67,4	25,5	86	68,7	25,7	81	63,7	25,5	73	97,9	26,8	74	72,5	26,6	82
14	14,2	25,1	80	96,9	25,8	84	73,7	27,0	83	88,2	24,2	91	67,5	24,0	85	68,5	24,6	82	63,4	25,6	73	96,9	26,2	80	72,3	25,3	84
15	14,3	26,0	81	96,7	26,1	76	73,7	27,7	83	88,2	26,4	91	67,3	24,9	89	69,0	24,6	81	65,7	26,0	82	97,7	26,0	76	72,7	25,7	84
16	14,1	25,9	82	96,3	26,1	78	73,7	26,1	82	87,9	26,4	81	66,9	25,3	90	66,0	24,2	78	64,9	26,5	71	97,8	27,7	74	73,3	27,3	86
17	14,2	26,3	81	96,9	26,4	85	73,8	26,7	92	88,1	24,9	89	66,7	24,5	91	67,5	24,3	83	64,3	24,9	85	92,2	24,1	87	73,3	23,6	80
18	14,7	25,7	83	97,9	25,4	77	74,2	26,2	92	88,6	24,5	91	66,1	23,3	83	67,9	23,0	82	60,2	25,4	79	90,2	26,5	82	73,8	24,7	83
19	15,3	25,3	81	98,2	25,5	70	74,1	27,1	80	88,9	25,4	75	66,6	23,0	86	67,5	23,0	82	67,1	25,8	75	90,7	24,8	80	73,0	23,4	83
20	15,7	25,2	78	97,9	25,2	80	74,3	27,2	79	89,1	24,5	81	68,2	23,2	88	68,3	24,0	82	66,6	25,5	80	98,6	26,9	75	73,9	24,8	82
21	15,7	26,0	70	97,5	26,1	87	74,3	26,1	89	89,4	25,2	83	68,1	23,1	90	68,5	24,5	82	66,7	25,3	86	98,6	26,0	78	74,1	24,8	90
22	15,8	25,4	78	98,3	25,8	78	73,5	26,0	69	89,8	26,4	73	68,1	24,8	73	69,1	23,2	85	67,9	24,5	81	98,6	26,0	78	74,1	24,8	90
23	14,3	25,0	83	90,5	26,2	72	71,3	26,0	80	88,3	26,0	76	67,1	24,6	84	67,5	24,6	83	63,7	26,6	70	97,0	24,8	88	73,0	24,6	91
24	13,0	24,1	92	96,5	26,3	91	73,4	22,2	94	87,1	22,5	92	65,9	22,6	90	66,0	21,8	88	64,0	23,1	83	97,0	24,8	88	73,0	24,6	91
25	13,9	24,9	90	96,6	27,2	86	73,9	24,0	78	88,2	26,2	80	66,7	24,5	89	67,4	24,0	82	64,8	23,5	76	98,7	25,0	88	73,0	24,6	91
26	15,8	25,1	82	98,1	25,8	74	74,3	25,7	69	89,5	25,9	75	68,2	24,4	77	68,4	24,2	82	67,7	24,9	79	99,7	24,7	83	73,0	24,6	91
27	14,2	25,2	85	99,1	26,3	75	73,5	25,6	70	90,9	25,1	77	69,0	23,1	77	70,3	23,7	83	68,3	26,2	80	99,9	25,3	76	73,0	24,6	91
28	16,2	25,8	81	99,0	26,5	92	73,3	25,3	82	90,3	25,4	82	68,7	23,1	77	69,1	23,3	84	67,4	26,6	71	99,7	26,2	76	73,0	24,6	91
29	14,9	26,8	81	96,9	26,7	85	74,7	27,5	79	89,3	27,1	70	67,5	23,6	77	68,3	24,1	81	65,6	24,9	76	99,7	26,2	76	73,0	24,6	91
30	12,7	26,6	81	95,5	27,4	77	74,1	26,2	84	87,7	27,5	77	66,3	23,2	83	66,5	24,7	76	64,5	27,7	71	99,7	26,2	76	73,0	24,6	91
31	12,3	26,3	81	96,4	27,1	89	74,3	25,2	94	87,3	27,2	83	66,3	23,8	91	66,0	24,7	76	64,6	27,7	83	99,7	26,2	76	73,0	24,6	91
Moy.	14,3	26,6	83	96,9	26,4	82	73,8	26,1	82	88,3	26,9	82	66,9	25,7	84	67,9	24,9	82	65,9	26,7	76	98,8	26,1	77	73,8	25,9	83

(3) En degrés centigrades

(4) En %

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 960 +

Pluviométrie ⁽⁶⁾

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOE	NUATJA	ATARPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1		19,0				1,0		4,1	18,3		3,0	19,0	0,4	5,8
2								10,2	10,1	14,5	38,0		4,3	
3		19,2			9,0			30,8	6,5	8,2		18,0	10,3	
4		11,5			4,0		6,0		28,6	28,7				
5	49,6	6,0	10,0	7,0			45,0		7,3		61,0		10,3	2,3
6							29,0							
7										3,7	3,0	15,4	0,1	
8		0,3			1,0					35,0				
9	9,1	0,3						12,5	8,2					
10	0,5			5,0						2,2				
11	1,4	39,5	4,8	12,0			13,0					4,7	2,1	
12		1,5			10,0				36,8					
13			G	1,5				16,6	10,5					
14				5,0		10,3		20,4	7,3		3,5		3,4	7,4
15					5,0		30,0					43,7		
16		11,0		6,0							3,0			3,4
17		19,2			14,0	6,3	45,2	5,5	23,9	3,0		65,0	10,4	
18					4,0	2,0						25,3		7,9
19									7,5				9,3	
20		1,7							10,0	3,7				12,5
21					4,0	1,0	12,0		5,0	11,2		10,3		
22									20,3					85,7
23	8,2	51,5	3,7	12,5	30,0		20,5		3,0		6,0		32,6	
24	3,0	18,0	33,8	18,0		15,2	25,0	26,0	17,0	14,5	7,0	23,7		23,9
25	26,0	1,3		3,5		3,0		11,5	5,0	6,2			8,7	18,5
26										50,0		10,5		2,5
27				4,5		2,0	23,8					5,1	0,2	
28						34,8	21,2	1,8		10,0	4,0	56,3		
29													11,7	12,3
30							2,0			2,0		37,7		19,4
31						12,2	23,0	1,3			3,0	6,7	30,0	
TOTAL	97,8	200,0	52,3	75,0	81,0	87,8	295,5	140,7	225,3	192,9	131,5	341,4	133,8	201,6

(6) Hauteurs d'eau tombées en millimètres.
G: Gouttes,

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS

La Société G. B. OLLIVANT & Co. Ltd. cherche un boutiquier avec caution.

Se présenter en personne.

* XI^e FOIRE DU HAVRE

20 Avril — 5 Mai 1935.

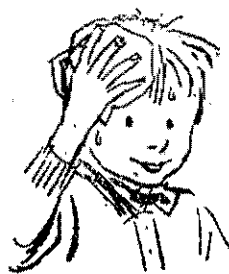
La XI^e Foire du Havre, grande quinzaine coloniale, industrielle, commerciale et agricole, aura lieu du Samedi 20 Avril, veille de Pâques, au dimanche 5 Mai 1935.

Le vaste Palais des Expositions offrira aux visiteurs les stands des principales firmes de la région havraise de Paris et des provinces françaises.

Déjà, de très nombreux emplacements sont retenus.

Tous les producteurs du sol, du sous-sol, de l'industrie et de la mer, auront intérêt à participer à cette manifestation qui, au cours des dix premières années, a marqué une évolution constante accentuant sans cesse sa force d'attraction.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. le Président du Comité d'Organisation de la Foire du Havre, Hotel-de-Ville — Le Havre (Seine-Inf.)



ouf!... quelle chaleur...

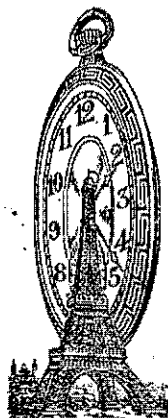
Quand il fait bien chaud, quand la gorge vous brûle, voici une gourmandise exquise pour les petits et les grands, un bonbon désaltérant, rafraîchissant, bien mieux qu'une pastille à la menthe, une pâte ferme qui fond dans la bouche et vous pénètre d'une douce fraîcheur, les

MINTIPS
de la menthe... en mieux

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France